



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 15/03/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2023

Partie nominative

ALICE (ex PRBG)

Zone industrielle
77720 Grandpuits-Bailly-Carrois

Affaire suivie par : PIGEON Florence

Téléphone : 01 64 10 94 03

Courriel : florence.pigeon@developpement-durable.gouv.fr

Références : E/23 0603

Code AIOT : 0006501168

Pièces jointes : Partie « Contexte et constats » publiable sur le site internet Géorisques

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/02/2023 de l'établissement ALICE (ex PRBG) implanté Zone industrielle 77720 Grandpuits-Bailly-Carrois. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.


Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- PIGEON Florence, Unité départementale de Seine-et-Marne, Cellule Sud et Est - PROVINS – MONTEREAU, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Thierry DELPLANQUE : chef d'usine

Le courriel d'échange avec l'administration est remi.mordelet@eiffage.com

<p>Rédacteur L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>PIGEON Florence</p>	<p>Vérificateur Le Chef de la Cellule Provis- Montereau</p>  <p>Thomas TINTILLIER</p>	<p>Approbateur L'adjointe de la Cheffe de l'unité départementale de Seine- et-Marne</p>  <p>Clémence JAHANGIR</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 17/02/2023 de l'établissement ALICE (ex PRBG) implanté Zone industrielle 77720 Grandpuits-Bailly-Carrois, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- situation administrative - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007 article : R 511-9 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- état des stocks - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007 article : 8.3.1. - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- prévention risques accidentels - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007 article : 7.5.3 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- défense incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007 article : 7.6.2. - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :

Il est à noter que la réglementation ayant évolué, des ajustements de rubriques sont à prévoir.

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 15/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALICE (ex PRBG)

Zone industrielle
77720 Grandpuits-Bailly-Carrois

Références : E/230603
Code AIOT : 0006501168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement ALICE (ex PRBG) implanté Zone industrielle 77720 Grandpuits-Bailly-Carrois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Votre établissement a été inspecté par l'Inspection des installations classées dans le cadre d'une action nationale « Action post-Lubrizol » sur les établissements bordants les sites Seveso. L'un des enjeux de cette action diligentée par le ministère de la Transition écologique était d'identifier d'éventuelles installations sensibles implantées à proximité des limites de sites SEVESO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALICE (ex PRBG)
- Zone industrielle 77720 Grandpuits-Bailly-Carrois
- Code AIOT : 0006501168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine ALICE, du groupe EIFFAGE ROUTE, est basée dans la zone industrielle de la commune de Grandpuits-Bailly-Carrois. Elle est spécialisée dans la fabrication et la livraison de liants bitumineux routiers. Ils sont de trois types : les émulsions de bitumes, les bitumes fluxés et les bitumes modifiés aux polymères.

Elle est voisine de la raffinerie TOTAL.

Les activités de la Société ALICE sont réglementées et autorisées par :

- l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 226 du 16 août 2007 autorisant la S.N.C. P.R.B.G. à exploiter un stockage d'amines inflammables, installation de chargement de véhicules-citernes, stockage et emploi de matières bitumeuses à GRANDPUITSBAILLY-CARROIS (77720) Z.I.
- le courrier préfectoral de bénéfice des droits acquis du 15 avril 2014.

Il est à noter que la réglementation ayant évolué, des ajustements de rubriques sont à prévoir.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- risques incendie
- 100 m SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a constaté le bon entretien du site et la vigilance de l'exploitant sur les consignes de sécurité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R 511-9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 8.3.1.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	prévention risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.2.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.3.1.1.	/	Sans objet
5	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.1.	/	Sans objet
7	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site avec l'exploitant a servi à identifier les produits non positionnés sur rétention. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection les moyens mis en œuvre pour y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R 511-9
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Constats : Pour la rubrique 2662 «stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 », le site était Non Classé car le volume déclaré était de 99 m ³ (Bénéfice de droit acquis du 15/04/2014). L'exploitant affirme que le stock de polymères est actuellement d'environ 300 tonnes. Le volume de stockage dépasserait donc les 100 m ³ tout en restant inférieur à 1 000 m ³ . Le site serait donc soumis à déclaration pour la rubrique 2662. L'exploitant devra se positionner sur cette rubrique et fournir un état de son stock maximal de polymères dans l'unité de la nomenclature ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 8.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, stockage de bitume et d'émulsion bitumeuse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit être en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan " quantités réceptionnées - Quantités délivrées " pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Le système informatique de l'exploitant lui permet de connaître l'état de ses stocks en temps réel pour les produits en silo. Cependant, il n'est pas accessible en dehors du poste de commande. En cas d'incendie sur site, ce poste peut ne plus être accessible. Les pompiers n'auraient donc pas l'information. L'exploitant devra réfléchir à une solution pérenne afin de connaître l'état de son stock en toute circonstance. Le dernier Plan d'Intervention Interne date du 22/09/2017. L'exploitant réalise actuellement sa mise à jour. Il le transmettra à la société TOTAL et aux pompiers. L'Inspection demande à l'exploitant d'être destinataire de ce document et ses solutions pour que les pompiers aient accès à l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.
Constats : Le site dispose d'une vidéosurveillance H24, 7j/7. La porte d'accès visiteur était ouverte lors de la venue de l'Inspection. L'exploitant devra veiller à sa bonne fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : prévention risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes [...]
Constats : Les silos sont sur rétention ainsi que la plupart des bidons de liquides. Il a cependant été observé dans le hangar de polymères quelques bidons en hauteur posés sur palettes sans moyen de rétention. Il est demandé à l'exploitant de mettre ces bidons sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe « généralités ». Les zones présentant des risques d'incendie sont dotées d'un réseau de détection d'incendie. En cas de détection, une alarme se déclenche et est reportée dans la salle de contrôle de l'établissement.</p>
<p>Constats : Le site est équipé de système de détection incendie sonore et visuel. Il est vérifié tous les ans.</p> <p>Un système « arrêt coup de poing » permet d'arrêter toute la production si nécessaire. Il est vérifié tous les ans en interne, aucun registre n'est renseigné.</p> <p>Le rideau d'eau sur la clôture Nord entre Alice et la base de chargement TOTAL appartient à TOTAL. Alice n'a pas en charge son entretien. Le rideau d'eau autour du hangar de stockage de polymères est contrôlé tous les mois en interne. Il n'y a pas de trace écrite de cette action.</p> <p>La haie en bordure sud du site a été retirée conformément à la préconisation de l'étude de danger du 09/03/2017.</p> <p>Un bunker de confinement appartenant à TOTAL est mis à la disposition du personnel ALICE pour sa mise en sécurité en cas d'accident chimique. Le bunker peut accueillir 30 personnes pendant 2 h. Il est situé à proximité de la base de chargement TOTAL. L'exploitant tient à la disposition de ses employés des masques H2S pour permettre l'accès à cette zone en toute sécurité, conformément à la préconisation de l'Étude de Danger.</p> <p>Un exercice incendie en présence de TOTAL et du SDIS est organisé tous les 5 ans environ. Il est prévu en mars 2023.</p> <p>L'exploitant organise une fois par semaine une brève réunion avec ses employés pour discuter des incidents arrivés sur les autres sites. Cela permet de rappeler les règles de sécurité et la bonne utilisation des EPI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs date d'octobre 2022 (vu sur un extincteur). L'Inspection demande le compte rendu de ce dernier contrôle. L'Inspection demande à l'exploitant que le contrôle des différents systèmes incendie fait en interne soit noté sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection conformément à l'article 7.6.2. de son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2007, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : Tous les emplacements d'hydrocarbures, autres que les canalisations, les réservoirs et les cuvettes de rétention doivent être protégés par des extincteurs portatifs ou sur roues conformes aux normes, homologués et efficaces pour les feux susceptibles de se produire. [...] Des bacs à sable ou produits absorbants avec des pelles et les égouttures éventuelles sont répartis dans l'établissement. [...]
Constats : L'Inspection a constaté la présence et l'accessibilité de nombreux moyens de défense incendie : extincteurs, bacs à sable. Les consignes de sécurité sont affichées et lisibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

